Document:-
A/CN.4/SR.1611

Compte rendu analytique de la 1611e séance

sujet:
<plusieurs des sujets>

Extrait de l'Annuaire de la Commission du droit international:-
1980, vol. I

*Telechargé du site Internet de la Commission du Droit International
(<http://www.un.org/law/french/ilc/index.htm>)*

finale. De plus, il a groupé les dispositions des anciens projets d'articles 8, 9 et 10 dans un nouveau projet d'article 6.

30. Le projet d'article 7 introduit, pour la première fois dans ce contexte, la notion de ressource naturelle partagée. Le Rapporteur spécial s'est référé à cet égard à l'article 3 de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats — ainsi qu'il l'explique au paragraphe 148 de son rapport —, qu'il interprète comme constituant une exception tacite au libellé de l'article 2 de cette charte : en d'autres termes, le principe de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles ne s'appliquerait pas aux ressources naturelles partagées. Il semble que ce soit une idée qui aille très loin et qui pourrait soulever des problèmes hautement politiques et délicats, car il sera difficile d'admettre qu'un Etat n'a pas le pouvoir de décider de la façon d'utiliser les eaux qui traversent son territoire. La principale difficulté provient du terme « partagées » ; ce terme devra donc être défini de façon à préciser que les eaux qui traversent le territoire d'un Etat sont sous la souveraineté de cet Etat et qu'il peut les utiliser comme il le désire, pour autant qu'il ne cause pas de préjudice sensible à un autre Etat. Sous cette réserve, l'expression « ressource naturelle partagée » sera acceptable, bien que la relation entre les articles 2 et 3 de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats appelle un nouvel examen.

31. M. Jagota ne voit pas d'objection à inclure dans la notion de ressources naturelles partagées les lacs, les fleuves frontière et les ressources qui sont à cheval sur une frontière. Mais cette notion ne doit pas être interprétée comme s'étendant à un cours d'eau tant que ses éléments n'ont pas été définis de telle manière qu'une part équitable des droits sur un réseau de voies d'eau internationales soit attribuée à chacun des Etats appartenant à ce réseau. M. Jagota craint que cette extension de la notion ne soulève des problèmes politiques. Si, par exemple, un fleuve coule principalement à travers le territoire d'un Etat et que l'Etat riverain d'aval, qui possède seulement une faible partie de ce fleuve, cause des dommages à l'Etat riverain d'amont, quel recours aura ce dernier Etat ? La question cruciale est donc de déterminer la quantité d'eau à laquelle chaque Etat a droit.

32. Se référant aux divers projets d'articles, M. Jagota voit un certain avantage à mentionner, au paragraphe 1 de l'article 1^{er}, les utilisations de « l'eau des réseaux de voies d'eau internationales » plutôt que les utilisations du réseau lui-même. A propos du paragraphe 2 de cet article, le Rapporteur spécial a fourni un exemple très détaillé de la façon dont les utilisations d'un fleuve ou d'une voie d'eau aux fins de la navigation ont donné naissance à la notion d'une ressource naturelle partagée valable pour les utilisations autres que la navigation. A son avis, cet exemple ne tient pas compte des différences fondamentales entre les utilisations aux fins de la navigation et les utilisations à d'autres fins que la navigation.

33. M. Jagota relève que le Rapporteur spécial a expliqué que l'expression « est traversé », dans l'article 2, ne préjuge pas de la portée du projet d'articles, car un territoire peut même être traversé par des eaux souterraines. Il espère que la Commission aura ce point présent à l'esprit.

34. Il existe certaines différences fondamentales entre l'article 4, qui porte sur les accords de réseau, et la disposition correspondante (art. 3) proposée par le Rapporteur spécial dans son premier rapport. En premier lieu, le nouveau projet d'article est constitué de deux paragraphes, au lieu d'un seul, le premier ayant trait à l'obligation de conclure un accord de réseau et le second au type d'accord de réseau conclu. En deuxième lieu, les mots « peuvent être complétés », employés dans l'ancien article, ont été remplacés, au paragraphe 1 de l'article 4, par « seront complétés ». Selon M. Jagota, l'emploi d'une formule impérative n'a pas lieu d'être dans un paragraphe qui contient un membre de phrase laissant une certaine latitude, à savoir « selon ce qu'exigeront les besoins d'un réseau de voies d'eau internationales ». Peut-être pourrait-on demander au Comité de rédaction de trouver une autre formule qui convienne. En ce qui concerne le paragraphe 2 du projet d'article 4, M. Jagota pense lui aussi que le membre de phrase « sous réserve que les intérêts de tous les Etats du réseau soient respectés » est très catégorique. Il propose de le remplacer par : « sous réserve qu'il ne soit pas porté atteinte aux intérêts des Etats du réseau ».

35. La mention au paragraphe 2 du projet d'article 5 des « dispositions d'un accord de réseau » ne paraît pas très logique, puisqu'on voit difficilement comment un Etat du réseau pourrait participer à la négociation d'un accord qui a déjà été conclu. M. Jagota propose donc de remplacer les mots « les dispositions » par les mots « la conclusion ». Il n'est pas non plus très sûr du sens juridique précis de l'expression « affectée de manière sensible ». Le Rapporteur spécial a expliqué, aux paragraphes 119 à 123 de son rapport, que, dans ce contexte, le sens du mot « sensible » se situe quelque part entre « considérable » et *de minimis* — mais où se situe précisément ce point ? Les mots « être sensiblement porté atteinte », au paragraphe 119 du rapport, ne sont pas plus clairs. Il semble donc que les critères qui détermineront si un autre Etat du réseau peut participer à la conclusion d'un accord exigent plus ample examen.

36. Enfin, pour ce qui est de l'article 6, M. Jagota estime que l'échange systématique, par opposition à la collecte, de données hydrographiques concernant les utilisations prévues de l'eau devrait être prévu dans un accord de sous-réseau, et non pas dans le projet d'articles en tant que principe général de droit.

La séance est levée à 13 heures.

1611^e SÉANCE

Vendredi 13 juin 1980, à 10 h 10

Président : M. Juan José CALLE Y CALLE

Présents : M. Barboza, M. Castañeda, M. Díaz González, M. Francis, M. Jagota, M. Ouchakov, M. Quentin-Baxter, M. Riphagen, M. Šahović, M. Schwebel, M. Sucharitkul, M. Tabibi, M. Tsuruoka, M. Verosta, M. Yankov.

Droit relatif aux utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation (suite) [A/CN.4/332 et Add.1]

[Point 4 de l'ordre du jour]

PROJET D'ARTICLES
PRÉSENTÉ PAR LE RAPPORTEUR SPÉCIAL ¹ (suite)

1. M. CASTAÑEDA dit que dans le deuxième rapport du Rapporteur spécial (A/CN.4/332 et Add.1), auquel il souscrit pour l'essentiel, les besoins contemporains sont bien perçus. Fleuves et voies d'eau sont bien plus largement utilisés que dans le passé, où la navigation constituait l'utilisation principale et où les sections d'une voie d'eau qui se trouvaient dans différents Etats, ainsi que les affluents des fleuves, étaient considérés, de façon parfaitement logique, comme ayant une certaine autonomie, d'autant que les exigences de la vie internationale n'avaient pas encore imposé la notion de ressources partagées. Depuis le début du xx^e siècle, toutefois, la situation a sensiblement évolué, et c'est pourquoi un nouveau régime juridique doit être élaboré pour les voies d'eau.

2. La première question à examiner est de savoir si la Commission doit commencer par établir un ensemble de principes généraux communs à toutes les utilisations des voies d'eau, ou si elle doit s'occuper tout d'abord des utilisations particulières et passer ensuite aux principes généraux. L'une et l'autre de ces méthodes sont possibles, mais, de l'avis de M. Castañeda, le Rapporteur spécial a eu raison d'adopter la première, qui est une méthode déductive, car, comme il l'a souligné au paragraphe 30 de son rapport, il serait difficile d'établir « une règle régissant des activités particulières sans savoir comment elle s'agence dans un ensemble ». Si la Commission décide d'adopter la première méthode, elle déterminera probablement certains principes généraux applicables à chacune des utilisations particulières d'une voie d'eau internationale, puis, durant la deuxième phase de ses travaux, elle exposera les règles applicables à ces utilisations.

3. La deuxième question à examiner est de savoir si la Commission doit se placer dans l'optique d'un accord-cadre, qui aura un caractère supplétif et sera complété par des accords de réseau. De l'avis de M. Castañeda, l'approche du Rapporteur spécial en ce qui concerne cette question est bien conçue, vu qu'il faudra de toute évidence des accords-cadres pour tenir compte des caractéristiques extrêmement diverses des réseaux de voies d'eau internationales. Il faudrait toutefois songer à la possibilité de déterminer, dans le cadre supplétif, certains principes fondamentaux qui ne sont pas eux-mêmes supplétifs et peuvent même avoir le caractère d'une règle de *jus cogens*. La notion de ressources naturelles partagées, par exemple, pourrait constituer un tel principe, une fois qu'elle aura acquis sa forme définitive.

4. Une troisième question est de savoir si le projet d'article doit réglementer l'utilisation d'un réseau de

voies d'eau internationales ou l'utilisation de l'eau d'un tel réseau. M. Ouchakov a fait à la 1607^e séance une observation intéressante en donnant à entendre que dans le cas des centrales hydro-électriques et du flottage du bois, ce n'est pas tant l'eau elle-même qui est utilisée que le courant ou l'écoulement de l'eau, qui devrait par conséquent aussi être considéré comme une ressource. La Commission a pour mandat d'élaborer un projet d'articles tendant à régler l'ensemble des utilisations d'une voie d'eau internationale — non seulement les utilisations de l'eau, mais aussi celles du courant ou de l'écoulement. Peut-être ce point pourrait-il être pris en considération dans le projet d'article 1^{er}.

5. Dans sa dernière partie, le paragraphe 1 de ce projet d'article énumère certains problèmes, liés aux réseaux de voies d'eau internationales, auxquels d'aucuns ont suggéré d'ajouter la pollution. M. Castañeda trouve cette suggestion extrêmement importante. La pollution est une conséquence indirecte de l'une des utilisations les plus anciennes et les plus traditionnelles des voies d'eau : servir de véhicule pour l'élimination des déchets humains et autres. Le développement de l'industrie, notamment de l'industrie chimique, a inévitablement rendu ce problème plus critique, et il est indispensable d'adopter une réglementation rigoureuse qui tienne compte, en particulier, des effets de la pollution sur les Etats riverains d'aval. A un colloque sur la pollution auquel M. Castañeda a participé, son collègue des Pays-Bas a dit, à propos du recyclage des eaux fluviales, que chaque verre d'eau qu'un Néerlandais boit a été bu au moins quatre fois auparavant. Cette constatation donne la mesure du problème.

6. Le problème de la définition d'une voie d'eau internationale soulève deux questions : premièrement, comment convient-il de définir une voie d'eau aux fins du projet d'articles ? deuxièmement, quel doit être le champ d'application de ce projet ? En ce qui concerne la première question, M. Castañeda considère que le Rapporteur spécial a eu raison de ne pas tenter de donner une définition précise à ce stade. Il faudra toutefois le faire avant longtemps, car, lorsque la Commission examinera les utilisations particulières, elle aura besoin de savoir exactement de quoi elle parle. M. Castañeda, pour sa part, préférerait une définition qui ait pour thème central l'écoulement des eaux dans un mouvement continu vers un point final. La même idée s'exprime dans une proposition que le représentant de l'Union soviétique a faite à la Sixième Commission de l'Assemblée générale, à savoir que l'expression « voie d'eau internationale » s'entende « des eaux s'écoulant suivant un certain cours » (v. A/CN.4/332 et Add.1, par. 36). Sous réserve d'ajustement, ce libellé pourrait peut-être couvrir l'ensemble des réseaux de voies d'eau internationales, au sens du projet d'articles.

7. La deuxième question, touchant le champ d'application du projet d'articles, est une question d'importance capitale, sur laquelle chaque membre de la Commission devrait donner son avis. M. Castañeda, pour sa part, considère que, compte tenu des conditions de la vie moderne, la seule méthode valable consiste à se placer d'un point de vue général et à adopter la notion de bassin de drainage ; cela ne revient toutefois aucunement à décider si certains éléments, comme les

¹ Pour le texte des articles 1 à 7 présentés par le Rapporteur spécial, voir 1607^e séance, par. 1.

eaux souterraines, doivent ou non être considérés comme faisant partie de ce bassin. M. Castañeda s'accorde avec d'autres membres de la Commission pour penser qu'un fleuve qui traverse le territoire d'un Etat, mais qui est alimenté par les eaux souterraines d'un autre Etat, ne doit pas être assujéti au régime juridique proposé dans le projet d'articles. Le principe essentiel est celui de l'unité écologique et hydrologique du bassin. A des degrés variables, les mêmes conditions sont valables pour la majorité des fleuves, qu'ils soient longs et dotés d'un petit nombre d'affluents et d'Etats riverains, comme le Nil, ou courts et dotés d'un grand nombre d'affluents et de nombreux Etats riverains, comme le Rhône ou le Danube – et ces conditions exigent que le fleuve soit considéré comme une unité.

8. L'augmentation de la population mondiale au cours de la décennie qui s'ouvre s'accompagnera d'une augmentation des besoins en eau. La notion traditionnelle de fleuve international, telle qu'elle a été adoptée lors du Congrès de Vienne (1815), avait un sens à l'époque où l'offre dépassait la demande et où l'utilisation des fleuves ne soulevait pas de questions complexes liées aux droits et obligations des Etats riverains. Le problème qui se pose à l'heure actuelle est sensiblement le même que celui qui s'est posé à propos de l'exploitation des ressources de la mer : il a été reconnu alors que ces ressources devaient être utilisées de façon rationnelle, et équitable pour tous les Etats, et que l'humanité ne saurait désormais plus jouir de la liberté totale qui avait été la sienne à une époque où les ressources de la mer étaient plus que suffisantes pour couvrir l'ensemble des besoins mondiaux.

9. Préconisant une approche pragmatique, M. Yankov (1609^e séance) a recommandé à la Commission de s'appuyer davantage sur les précédents et de se garder de la tendance à établir des analogies avec le droit de la mer. M. Castañeda convient de la nécessité de faire preuve de pragmatisme, mais considère que, en matière de précédents, un choix s'impose. La Commission ne devrait pas invoquer les précédents qui ont été pertinents dans les conditions très différentes du XIX^e siècle, mais uniquement ceux qui sont pertinents dans le monde contemporain. En fait, c'est là le critère décisif de la codification de tout sujet et du développement progressif du droit international qui la régit. Par exemple, lorsque la Commission a commencé à examiner la question du plateau continental, les conditions classiques de la codification n'étaient aucunement réunies. Il n'y avait ni doctrine uniforme, ni pratique uniforme des Etats, ni, en fait, de précédent. La Commission a néanmoins élaboré une convention qui a été adoptée et qui, vingt ans plus tard, a été reconnue comme constituant le droit international en la matière. Il ne faudrait par conséquent pas faire une place trop large aux précédents. Les juristes qui s'occupent de domaines soumis à une évolution profonde, notamment l'évolution technologique, devraient adopter une approche souple et considérer l'avenir plutôt que le passé. Durant le XIX^e siècle, la seule nouveauté technologique, dans le domaine de la navigation, a été l'utilisation de la vapeur pour la locomotion ; cette technique nouvelle a révolutionné les transports, mais non les utilisations des fleuves à des fins de navigation – et encore moins leurs utilisations à des fins autres que la navigation. Les

révolutions dans ce domaine ont été relativement récentes et sont intervenues principalement depuis la seconde guerre mondiale.

10. De l'avis de M. Castañeda, on a aussi trop insisté parfois sur l'importance de l'analogie, encore qu'elle puisse être utile dans certaines circonstances. Les exemples cités dans le rapport, notamment ceux qui sont tirés de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, sont extrêmement pertinents, mais là encore il est essentiel de se rappeler le critère décisif des besoins de l'homme moderne. En ce qui concerne la zone économique exclusive, par exemple, les précédents voulaient que toute tentative pour s'approprier les ressources de la mer au-delà de l'étroite bande des eaux territoriales, voire pour s'assurer un avantage sur ces ressources, soit illégale – et ces précédents étaient vieux de dix ans seulement. Cependant, à la Conférence sur le droit de la mer, les juristes ont opéré une transformation radicale en un laps de temps relativement bref, grâce à la volonté clairement exprimée des Etats. Depuis 1964, on a compté 62 déclarations unilatérales de droits touchant la zone économique exclusive au-delà de la mer territoriale ; c'est là un fait extrêmement important qui indique la voie à suivre dans un domaine en proie à une évolution rapide. De même, dans le cas de la pollution marine, c'est le sens de la responsabilité de la communauté internationale qui est à l'origine de l'adoption de normes nouvelles.

11. Le Rapporteur spécial a décidé fort judicieusement de ne pas employer certaines notions comme « bassin-versant » ou « bassin de drainage », leur préférant tout simplement le mot « réseau » (« system »). C'est là un choix heureux, car ce mot indique une pluralité d'intérêts dans un tout intégré, et favorisera l'adoption de l'approche large qui est requise.

12. M. Castañeda approuve les dispositions du projet d'article 4, mais considère qu'il faudrait insister sur l'obligation, pour les Etats, d'engager des négociations de bonne foi, dans les limites de l'accord-cadre, en vue de régler l'ensemble des questions liées aux utilisations des eaux d'un réseau de voies d'eau internationales. En conséquence, il serait peut-être opportun d'énoncer cette obligation dans des termes plus précis, comme le Rapporteur spécial l'a d'ailleurs suggéré.

13. M. Castañeda souscrit à l'approche fondamentale et au principe général adoptés dans le projet d'article 5. En même temps, toutefois, il reconnaît que le problème plus général – mentionné par M. Reuter (1607^e séance) – du droit des Etats de participer aux traités n'est pas facile à résoudre et qu'il faudrait peut-être, par conséquent, modifier quelque peu le texte du projet d'article.

14. En ce qui concerne le projet d'article 7, M. Castañeda est d'accord avec M. Riphagen (1609^e séance) pour penser que la Commission n'a pas à s'inquiéter à l'idée de traiter un réseau de voies d'eau internationales comme une ressource naturelle partagée – encore que les conséquences juridiques d'un tel traitement n'aient pas été déterminées. Il existe un certain nombre de documents, déjà cités par M. Barboza (*ibid.*), qui donnent quelque idée de ces conséquences, et la Commission devrait par conséquent pouvoir admettre l'optique de la « ressource partagée »,

étant entendu qu'à un stade ultérieur un régime spécial sera établi. Cependant, de l'avis de M. Castañeda, la Commission aurait tout à fait tort de prétendre ne pas pouvoir décider si l'eau est une ressource naturelle partagée tant que les conséquences juridiques de cette notion n'auront pas été déterminées. La Commission devrait accepter le principe que l'eau est une ressource naturelle partagée et entreprendre, sur cette base, l'élaboration d'un ensemble équilibré et équitable de règles appelées à régir les droits et obligations des Etats.

15. Il faut toutefois étudier et analyser plus avant le caractère juridique précis de ladite notion pour pouvoir le délimiter plus clairement, d'autant qu'il se rapporte à la souveraineté des Etats. On pourrait, par exemple, considérer la notion de ressource naturelle partagée comme une exception à l'exercice de la souveraineté, encore que M. Castañeda doute de la viabilité d'une telle méthode. On pourrait aussi admettre quelque forme de souveraineté partagée, mais cette méthode n'emporte pas non plus la conviction de M. Castañeda. Dès lors qu'un fleuve traverse les territoires de plusieurs Etats, un Etat pourrait peut-être exercer sa souveraineté sur une partie de la ressource naturelle partagée, cette partie étant proportionnelle à ses utilisations de ladite ressource. Dans le cas des fleuves frontières et des lacs, il faudrait évidemment trouver quelque autre solution. Il n'est cependant pas nécessaire que la Commission ait une idée précise du caractère juridique d'une ressource naturelle partagée avant d'entreprendre la formulation des projets d'articles.

16. M. Castañeda recommande à la Commission de renvoyer les projets d'articles au Comité de rédaction, dans l'espoir qu'ils pourront être présentés à la trente-cinquième session de l'Assemblée générale.

17. M. ŠAHOVIĆ, se référant à sa précédente intervention (1607^e séance), dit qu'il avait cru comprendre que le débat général sur le deuxième rapport du Rapporteur spécial serait suivi d'un examen des articles proposés. Or, il semble que l'on envisage maintenant de renvoyer au Comité de rédaction tous les projets d'articles élaborés par le Rapporteur spécial. Pour M. Šahović, cela serait prématuré, étant donné que la Commission ne s'est pas encore mise d'accord sur des points essentiels pour la rédaction des projets d'articles à soumettre à l'Assemblée générale. Auparavant, la Commission devrait notamment opter pour une méthode de travail.

18. Il convient de relever, par ailleurs, que certaines des idées exposées dans le rapport, si elles obtenaient l'approbation de la Commission et trouvaient leur expression dans des articles, ne correspondraient pas aux besoins de la grande majorité des Etats et ne tiendraient pas dûment compte de situations concrètes. C'est pour répondre aux besoins des Etats que la Commission est chargée de codifier et de développer progressivement les règles relatives au sujet à l'étude. A cet effet, on peut mettre l'accent soit sur les utilisations de l'eau en tant que patrimoine commun de l'humanité, soit sur les intérêts des Etats en tant qu'utilisateurs. Or, il est un fait à la fois économique, politique et juridique qu'on ne saurait ignorer : les Etats sont des entités souveraines dont l'autorité s'étend sur tout le territoire. Elle s'étend en particulier à l'eau des cours d'eau qui

traversent leur territoire, quand bien même cette eau est utilisée par d'autres Etats sur d'autres territoires. L'eau ne doit donc pas être considérée abstraitement, mais compte tenu de la souveraineté des Etats.

19. Dans le passé, les Etats ont peu à peu coopéré au règlement des questions que soulevaient les voies d'eau internationales, et ils ont mis au point des règles juridiques qui sont maintenant consacrées par le droit international positif. Plutôt que d'essayer d'établir des analogies avec le droit de la mer, il convient d'aborder le sujet à l'examen en prenant en considération les solutions que peut fournir le droit international positif : bien des situations décrites par le Rapporteur spécial peuvent ainsi être réglées. Il ne faut donc pas trop insister sur l'aspect novateur de l'œuvre à accomplir, mais partir du droit positif et l'adapter, si besoin est, à telle ou telle situation. Si la Commission s'appesantit sur des problèmes qui ne sont pas vraiment essentiels, elle risque de compliquer singulièrement sa tâche.

20. C'est ainsi qu'il serait vain de débattre de la notion de souveraineté partagée en l'envisageant comme une exception au principe de la souveraineté permanente. M. Šahović ne saurait accepter une telle conception, et il doute qu'elle soit acceptable pour la grande majorité des Etats. Si la Commission l'introduisait dans ses travaux, ceux-ci pourraient prendre une tout autre orientation. Il ne faut pas oublier, par exemple, ce qui s'est produit lors de la réglementation de la liberté de navigation sur les voies d'eau internationales : un grave conflit est né entre les Etats riverains de voies d'eau internationales et les autres Etats, qui prétendaient jouir eux aussi de cette liberté, indépendamment des droits souverains des Etats riverains. On peut craindre que cette situation se répète, et que des Etats industrialisés, invoquant la notion de souveraineté partagée, entendent pouvoir utiliser les eaux de certaines voies d'eau internationales, au mépris du principe fondamental de la souveraineté permanente.

21. En ce qui concerne la terminologie, M. Šahović estime, comme le Rapporteur spécial, qu'il est trop tôt pour définir l'expression « voies d'eau internationales », mais il constate que le projet d'article 3 contient néanmoins quatre variantes. Il conviendrait que le Rapporteur spécial fasse part de ses préférences, compte tenu du débat de la Commission et de toutes les conséquences politiques, économiques, juridiques et autres que pourrait avoir l'une ou l'autre définition. Quant au projet d'article 1^{er}, qui concerne le champ d'application des articles, il dépend directement des définitions qui figureront à l'article 3.

22. D'une manière générale, le Rapporteur spécial a dûment étayé sa décision d'employer tel terme plutôt que tel autre. Toutefois, au paragraphe 56 de son rapport, il justifie l'emploi du terme « system » (réseau) en se fondant sur des principes adoptés en 1957 à Buenos Aires par l'Association interaméricaine des avocats. Or, sa démonstration n'est pas très convaincante, puisque cette association semble avoir distingué le « cours d'eau » du « réseau de fleuves ou de lacs ». D'autre part, maintenant que l'expression « Etats du réseau » a été retenue, on peut se demander si elle s'étend vraiment à tous les Etats qui se rattachent à un réseau, qu'il s'agisse d'Etats riverains ou non. Quant à la notion de bassin fluvial, elle demande encore à être

précisée, et ne devrait peut-être pas être étendue aux affluents.

23. C'est en raison de toutes ces incertitudes que M. Šahović estime que les débats devraient être poursuivis jusqu'à ce qu'en Commission un consensus se dégage sur des articles, qui pourront alors être renvoyés au Comité de rédaction.

Coopération avec d'autres organismes (suite *)

[Point 10 de l'ordre du jour]

DÉCLARATION DE L'OBSERVATEUR DU COMITÉ JURIDIQUE INTERAMÉRICAIN

24. Le PRÉSIDENT souhaite, au nom de tous les membres de la Commission, une très cordiale bienvenue à M. Rubin, observateur du Comité juridique interaméricain, et l'invite à prendre la parole devant la Commission.

25. M. RUBIN (Observateur du Comité juridique interaméricain) rappelle que le Comité juridique interaméricain a été créé en 1939 sous le nom de Comité interaméricain de la neutralité, et qu'il a reçu son titre et son statut actuels en 1942, à la troisième Réunion de consultation des ministres des affaires étrangères des républiques américaines. Son mandat, qu'il a reçu de l'OEA, est semblable à celui de la Commission, et il est évident que les deux organes ont tiré profit de la coopération qui s'est établie entre eux au fil des années. Le Comité a certainement bénéficié de la venue de M. Šahović en 1979, et M. Rubin ose espérer que sa propre venue à la session en cours de la Commission présentera pour elle de l'intérêt.

26. M. Rubin signale à l'attention de la Commission la perte éprouvée par le Comité et par l'ensemble du monde du droit international avec la disparition récente de deux anciens présidents du Comité : M. José Joaquín Caicedo Castilla, qui est décédé de causes naturelles, et M. Adolfo Molina Orantes, qui a été tué tragiquement au cours de l'occupation d'une mission diplomatique au Guatemala.

27. Les travaux dans le domaine du droit international privé sont un des principaux sujets inscrits à l'ordre du jour du Comité. Deux conférences interaméricaines spécialisées dans ce domaine se sont tenues à Panama en 1975 et à Montevideo en 1979, sous les auspices de l'OEA, pour lesquelles le Comité avait préparé des documents préliminaires et des projets de convention sur des sujets tels que les commissions rogatoires, l'obtention de preuves à l'étranger et la preuve des jugements. A la conférence tenue à Montevideo, la délégation des Etats-Unis d'Amérique a proposé l'adoption d'un protocole additionnel à la Convention interaméricaine sur l'obtention de preuves à l'étranger. Avec le concours du secrétariat de l'OEA et de son conseiller juridique a été organisée à Washington (D.C.) en avril 1980 une première Réunion de spécialistes de droit international privé, qui a examiné en détail le protocole additionnel proposé. Ce protocole sera extrêmement utile pour harmoniser les deux grands systèmes de droit qui existent sur le continent américain, à savoir « common law » et droit romain.

28. M. Rubin appelle l'attention de la Commission sur les travaux de cette conférence, car ils ont mis en évidence le grand intérêt de la technique qui consiste à réunir des comités d'experts pour examiner des questions déterminées dans le contexte des domaines généraux où travaille généralement un organe comme le Comité. A son avis, cette technique devrait être appliquée plus couramment, car les membres du Comité se heurtent à la difficulté de traiter de questions techniques délicates dont ils n'ont pas toujours une grande habitude. En fait, l'application accrue de cette technique devrait permettre aux sessions du Comité d'être plus fructueuses que par le passé.

29. Le Comité et la Commission se heurtent aussi à un autre problème : essayer de terminer les travaux relatifs aux nombreux sujets importants et difficiles, qui sont la caractéristique de leur ordre du jour, pendant la durée du mandat des rapporteurs spéciaux désignés pour ces questions ; les progrès dans ce domaine, si tant est qu'il y en ait, sont des plus lents. L'ordre du jour du Comité compte actuellement 11 questions très complexes, et il est peu probable qu'il soit en mesure d'examiner en profondeur aucune d'entre elles dans le peu de temps dont il dispose aux deux sessions tenues chaque année.

30. A sa précédente session, en janvier-février 1980, le Comité a cependant terminé ses travaux sur un projet de convention sur la torture en tant que crime international. Bien que le Comité se soit occupé de façon satisfaisante de la définition des problèmes soulevés par la question de la torture, le projet de convention n'est certainement pas le dernier mot sur le sujet, et il devra être examiné aussi par la Commission interaméricaine des droits de l'homme. L'ordre du jour de la session suivante du Comité comprendra un projet de révision des conventions interaméricaines sur la propriété industrielle et sur le règlement des différends relatifs au droit de la mer. Cependant, le point de l'ordre du jour consacré au droit relatif à la paix et à la sécurité internationales est peut-être trop général pour être utilement débattu par un comité juridique régional comme celui que M. Rubin représente.

31. Nombre des problèmes de la Commission et du Comité présentant de grands points de similitude, M. Rubin pense qu'il serait peut-être utile, étant donné en particulier que leur ordre du jour comprend un point consacré aux immunités juridictionnelles des Etats, qu'ils établissent un système de liaison plus régulier grâce auquel ils pourraient échanger des documents et des renseignements sur leur programme de travail, si possible longtemps avant le début de leurs sessions annuelles, de manière à permettre à leurs observateurs respectifs de formuler des suggestions concrètes quand ils participeront à ces sessions.

32. Au nom de la Commission, le PRÉSIDENT remercie l'observateur du Comité juridique interaméricain de son intéressant compte rendu des travaux effectués par le Comité. Bien qu'il y ait une longue tradition de coopération entre la Commission et le Comité, la suggestion faite par l'observateur du Comité d'élargir cette coopération est certainement une bonne suggestion, qui mériterait d'être étudiée par les secrétaires des deux organes en vue de procéder plus

* Reprise des débats de la 1606^e séance.

régulièrement à des échanges de renseignements et de documents.

33. La technique du Comité consistant à réunir des comités d'experts est fort intéressante, et le Président a été heureux d'apprendre qu'elle avait été effectivement utilisée pendant les travaux que le Comité a consacrés au protocole additionnel à la Convention interaméricaine relative à l'administration de la preuve à l'étranger. A cet égard, il note que, en vertu de l'alinéa e de l'article 16 de son statut, la Commission peut aussi consulter des experts.

34. M. ŠAHOVIĆ rappelle qu'il a eu l'honneur et le plaisir de participer à la plus récente session du Comité juridique interaméricain, qu'il remercie de son aimable hospitalité. Il salue la présence de M. Rubin, et souligne combien il a apprécié sa contribution aux travaux du Comité.

35. La session à laquelle M. Šahović a pu assister a été particulièrement fructueuse, puisque le Comité y a approuvé un projet de convention sur la torture en tant que crime international. Les traits les plus caractéristiques du déroulement de ses travaux lui ont paru être l'efficacité et l'absence de formalités excessives.

36. Les activités du Comité illustrent une longue tradition de réflexion suivant une approche générale marquée par le souci de dégager des règles à partir des sources juridiques disponibles en vue de leur application aux conditions régionales, compte tenu des exigences de la matière considérée au regard du développement du droit international sur le plan universel. Tous les travaux des juristes américains doivent être considérés comme autant de contributions au développement du droit international, comme le prouve l'inscription à l'ordre du jour du Comité d'un point consacré au droit relatif à la paix et à la sécurité internationales, dont l'étude tiendra spécialement compte des résultats de l'activité d'organes des Nations Unies tels que la Sixième Commission et la Troisième Commission de l'Assemblée générale.

37. Les rapports entre la Commission et le Comité sont particulièrement anciens, puisqu'il s'agit du premier organe avec lequel la Commission a coopéré. M. Šahović rappelle que l'existence du Comité est même plus ancienne que celle de la Commission, et souligne que les juristes du continent américain ont toujours servi avec zèle la cause du développement du droit international. La Commission doit maintenir des relations étroites avec le Comité, et M. Šahović se félicite des propositions faites à cet égard par M. Rubin.

38. M. FRANCIS, prenant la parole au nom des membres latino-américains de la Commission, tient à exprimer ses condoléances à l'observateur du Comité juridique interaméricain à l'occasion du décès de deux de ses anciens présidents et à le remercier de son intéressant exposé des travaux actuels et futurs du Comité.

39. Il est extrêmement significatif qu'un observateur du Comité assiste régulièrement aux sessions de la Commission. En fait, le système interaméricain auquel appartient le Comité est véritablement l'organisation politique régionale et l'institution de coopération juridique la plus ancienne ; ce système a été une force

d'inspiration pour la création d'organisations à caractère universel, comme la SDN et l'ONU. Le Comité est donc une institution vitale, et son dévouement au service de la codification du droit international et d'un ordre juridique mondial stable est des plus louables. M. Francis espère que les rapports que le Comité entretient avec la Commission continueront de favoriser ses progrès et son développement.

40. M. JAGOTA, parlant au nom des membres de la Commission de la région asiatique, exprime ses condoléances à l'observateur du Comité juridique interaméricain à l'occasion de la mort de deux de ses anciens présidents, et il le remercie d'avoir exposé les travaux menés par le Comité, dans l'optique de la coopération existant entre les deux organes.

41. Les travaux que le Comité consacre à diverses questions de droit international sont très utiles à la Commission et à ses rapporteurs spéciaux, en tant que documentation pour leurs propres travaux en vue de l'élaboration de projets d'articles qui seront proposés à l'acceptation de l'ensemble de la communauté internationale. Il y a lieu de féliciter le Comité des progrès qu'il a réalisés ces dernières années dans divers domaines, et en particulier sur le projet de convention sur la torture en tant que crime international.

42. M. Jagota sait gré à l'observateur du Comité juridique interaméricain d'avoir mentionné la méthode consistant à confier à des comités d'experts l'étude de sujets complexes et difficiles. Cette méthode pourrait être appliquée à l'avenir par la Commission. La suggestion de M. Rubin visant à un resserrement des liens entre la Commission et le Comité est également excellente et devrait être mise à exécution aussitôt que possible.

43. M. OUCHAKOV constate qu'il n'existe pas seulement des liens très étroits entre la Commission et le Comité, mais aussi une certaine compétition dont l'humanité ne peut que bénéficier, comme le montrent certainement les travaux menés parallèlement par les deux organes sur les immunités juridictionnelles. M. Ouchakov souhaite au Comité un plein succès dans ses travaux.

44. M. RIPHAGEN, prenant la parole au nom des membres de la Commission d'Europe occidentale, remercie l'observateur du Comité juridique interaméricain de l'aperçu qu'il a donné des travaux du Comité, dont la Commission tirera certainement profit. En fait, une coopération étroite entre les deux organes ne peut que contribuer au développement du droit international dans son ensemble, car les travaux d'une institution juridique régionale comme le Comité juridique interaméricain complètent ceux qu'effectue la Commission.

45. M. SCHWEBEL dit également sa satisfaction à l'observateur du Comité juridique interaméricain pour le compte rendu instructif qu'il a donné des travaux de fond et des méthodes de fonctionnement du Comité.

La séance est levée à 13 heures.